



MESSAGE

Wolfgang Götz, directeur Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

À l'occasion du lancement du
Rapport annuel 2009: État du phénomène de la drogue en Europe
Embargo: 10 heures HEC — 5 novembre 2009

L'année dernière a été importante pour la politique antidrogue, tant au niveau européen que mondial. Opérant des démarches quasi parallèles, l'Union européenne et les Nations unies ont toutes deux renouvelé leurs documents de politique antidrogue, témoignant ainsi d'un engagement international fort destiné à réduire la consommation des drogues et les effets néfastes qu'elles peuvent avoir ⁽¹⁾. Atteindre les objectifs fixés dans ces documents constitue à présent un défi majeur, qui ne peut être relevé que si les actions prévues sont largement mises en œuvre. La surveillance et l'évaluation sont les éléments clés de ce processus, parce qu'elles permettent aux politiques de garder le cap et d'enregistrer des progrès.

Le *Rapport annuel 2009: État du phénomène de la drogue en Europe* présente l'évaluation la plus récente de la situation de la drogue en Europe. Pour essentiel, la robustesse de ce document repose sur les efforts fournis au sein des États membres afin de développer un système solide de surveillance des drogues qui englobe à présent quelque 30 pays européens. Nous pensons que ce système de surveillance est non seulement crucial pour instaurer un débat mûr et éclairé sur le problème des drogues, mais qu'il débouche également sur des politiques meilleures et plus efficaces.

Nous voyons aujourd'hui que de telles politiques sont de plus en plus nécessaires, puisque les défis à relever en matière de drogues deviennent de plus en plus complexes. Un des thèmes récurrents de ce rapport annuel est qu'il est nécessaire que notre vision évolue au même rythme que celui d'un phénomène de drogue en constante mutation. C'est précisément autour de cette question que l'OEDT a organisé cette année une conférence pour célébrer 15 ans de surveillance des drogues en Europe. Intitulée «Identifier les besoins d'information de l'Europe en vue d'une politique antidrogue efficace», elle a fait le point sur la base de connaissances existante en matière de drogues et a défini les besoins d'informations actuels et futurs. Cette manifestation a montré que l'Europe offre des possibilités considérables en matière d'apprentissage collectif et de partage des connaissances dans le domaine des drogues, et qu'elle est un «formidable laboratoire» pour l'étude et la compréhension de la consommation des drogues et des réponses connexes.

Le rapport d'aujourd'hui montre que, même si les niveaux de consommation de drogue restent élevés en Europe, nous sommes toujours dans une phase de relative stabilité s'agissant des produits les plus consommés traditionnellement. De façon générale, pour la plupart des formes de consommation, on ne constate pas d'augmentations majeures et, dans certaines zones, il semble même y avoir des tendances à la baisse. Les indicateurs pour la consommation d'amphétamines et de l'ecstasy, par exemple, suggèrent toujours une situation globale stable ou en déclin. De nouvelles données confirment une chute continue de la consommation de cannabis, particulièrement chez les jeunes. Bien qu'il soit important de prendre acte de ces développements positifs, nous devons également rester attentifs aux problèmes qui demeurent préoccupants. La cocaïne et l'héroïne continuent de tenir le devant de la scène européenne, et, en l'état actuel des choses, peu d'éléments laissent présager une baisse de leur consommation en Europe.

Il existe également de réelles préoccupations quant à la méthamphétamine, une drogue associée à de graves problèmes de santé publique dans le monde, qui pourrait être diffusée sur des nouveaux territoires européens. Bien que cette substance n'ait pas encore opéré d'incursions significatives sur le marché des drogues stimulantes en Europe occidentale, toujours dominé par la cocaïne et l'amphétamine, elle semble être plus disponible dans certaines régions du nord de l'Europe, où l'amphétamine a traditionnellement été la drogue stimulante de choix. Ces développements soulignent le besoin d'une surveillance attentive de la méthamphétamine en Europe, compte tenu notamment de la facilité relative avec laquelle on peut la produire.

Parmi les problématiques mises en exergue cette année figure la question du marché toujours plus complexe des drogues de synthèse en Europe, où des fournisseurs extrêmement novateurs évitent les contrôles antidrogues en proposant des substituts non réglementés. Si cette pratique n'est pas nouvelle en soi, la nouveauté réside dans la vaste gamme de substances désormais proposées, l'utilisation croissante d'internet, la commercialisation accrocheuse et sophistiquée de ces produits (dans certains cas intentionnellement mal étiquetés) et la vitesse même à laquelle le marché réagit aux contrôles. Face à cette «cible mobile», il est essentiel que nos systèmes d'information soient plus sensibles pour pouvoir surveiller les nouvelles drogues et les nouvelles tendances. Il est également primordial que nos compte-rendus restent précis, argumentés et non alarmistes. Dernière étape du développement des «drogues de synthèse», nous observons aujourd'hui l'apparition de cannabinoïdes synthétiques. Leur consommation peut avoir des effets similaires à ceux du cannabis et le marché visé semble être celui du cannabis.

Étant donné que la gamme des substances disponibles s'élargit et que la palette de consommation des drogues est de plus en plus complexe, la polyconsommation compte également au nombre de nos préoccupations majeures. Les pratiques de polyconsommation sont actuellement très répandues en Europe et la consommation combinée de différentes substances est responsable de ou complique la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Parallèlement au présent rapport, nous publions aujourd'hui une étude spécifique sur cette question, qui donne une vue d'ensemble de ce comportement chez les élèves, les jeunes adultes et les usagers problématiques de drogues. Souvent, la situation est encore compliquée par la consommation concomitante d'alcool, une substance présente dans presque toutes les palettes de polyconsommation de drogues. La gestion de la polyconsommation constitue donc une tâche difficile, qui met au défi les professionnels du traitement contraints de répondre à un ensemble plus complexe de besoins.

Cela m'amène à évoquer les services actuellement disponibles pour les toxicomanes en Europe, lesquels sont toujours plus diversifiés et s'inscrivent dans un ensemble intégré de soins. Les interventions de réduction des risques et de traitement, par exemple, sont de plus en plus liées et proposées au sein des mêmes services. L'exemple de certains pays montre à présent que l'intégration des traitements liés aux drogues aux soins de santé généraux, par le biais de médecins généralistes par exemple, peut contribuer à une plus large mise à disposition du traitement. Alors que l'on continue de réaliser les progrès les plus importants dans le domaine des traitements de substitution aux opiacés (avec une population traitée qui avoisine à présent les 650 000 personnes dans la région européenne), un nombre croissant de projets de recherche aborde la question des besoins de traitement pour les consommateurs de stimulants et de cannabis.

La répression antidrogue est également un thème qui occupe une grande place de ce rapport annuel alors qu'est simultanément publiée une étude approfondie décrivant ce qu'il advient à ceux qui transgressent les lois antidrogues. Quand il s'agit du contrôle de la drogue, les pays sont souvent étiquetés de manière simpliste comme «tolérants» ou «répressifs». Mais ces assertions n'ont pas de sens tant que les suites réelles des infractions liées à la drogue restent largement inconnues. La publication de cette étude doit contribuer à combler le manque d'informations en la matière.

Enfin, nous devons garder à l'esprit que, s'il est important d'avoir une compréhension des problèmes de drogue en Europe, il l'est encore plus d'élaborer des politiques et des mesures efficaces pour s'attaquer à ces questions. Alors qu'il reste beaucoup à faire en ce domaine, notre rapport rend compte des progrès déjà réalisés ou en cours en Europe pour réduire les effets néfastes des drogues sur nos concitoyens et nos sociétés. Aujourd'hui plus que jamais, comprendre que de telles réponses peuvent être efficaces revêt une importance cruciale. Alors que nos États membres sont confrontés à des choix difficiles en matière de priorités de financement, il est essentiel que ceux qui ont besoin de soins et d'une aide ne se les voient pas refuser. Des mesures bien conçues peuvent apporter de véritables bénéfices et être d'une réelle utilité: ce message implicite sous-tend notre rapport annuel.

Notes:

(¹) Pour plus de détails, voir *Rapport annuel*, Chapitre 1: Politiques et législations.

Les questions décrites plus haut ainsi que la documentation explicative sont présentées en détail dans deux communiqués de presse (n° 8/2009 et 9/2009) disponibles dans 23 langues sur le site:

<http://www.emcdda.europa.eu/events/2009/annual-report>

Les deux publications sur les questions spécifiques rendues publiques aujourd'hui concernant la *Polyconsommation: modèles et réponses (Polydrug use: patterns and responses)* et les *Délits liés à la drogue: condamnations et autres conséquences (Drug offences: sentencing and other outcomes)* sont disponibles en anglais sur: <http://www.emcdda.europa.eu/publications/selected-issues>